

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DE LA DIRECTION DES INTERVENTIONS
SOCIALES,
PUIS DIRECTION DE L'INSERTION**

Fonctionnement, activité et interventions

1977-2002

Répertoire numérique détaillé

1444 W

établi par
Inès GUÉRIN, Attaché administratif

sous le contrôle scientifique de

Élise BOURGEOIS, Conservateur en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2024

SOMMAIRE

Introduction	page 3
<i>Présentation du versement</i>	
<i>Communicabilité</i>	
Sources complémentaires	page 5
<i>Archives</i>	
Répertoire numérique détaillé	page 7
Tableau de concordance	page 20

INTRODUCTION

Présentation du versement

Le versement du 1444 W a été réalisé le 6 juin 2003 par la Direction de l'Insertion du Conseil général de la Somme. Xavier LAFONT est alors directeur-adjoint des interventions sanitaires et sociales de 1991 à 1993 et devient directeur de l'Insertion d'octobre 1993 à la fin du mois de mai 2003. Cela semble expliquer le versement commun de ces deux entités indépendantes en 2003, date à laquelle il semble quitter ses fonctions.

Composé à l'origine de 94 articles et de 12 mètres linéaires, ce fonds de 47 articles et de 4.5 mètres linéaires après tri est constitué de documents retraçant la mise en place de la politique de l'insertion et des interventions sociales au sein du Département de la Somme pour la période 1977 à 2002.

Les dossiers individuels, les demandes de subvention, les doubles de documents ainsi que les éléments conservés par les partenaires (Préfecture, Direction Départementale de l'Équipement (DDE), Amiens métropole, Caisse d'Allocations Familiales (CAF)...) ont été éliminés.

Historique du service

Direction des Interventions sociales

Entre 1982 et 1984, des transferts de compétences et de moyens de l'État vers les Départements sont effectués. Ainsi en 1985, les Départements se voient confier la responsabilité de l'action sociale, point marquant de l'acte 1 de la décentralisation de ce domaine.

En 1988, l'une des décisions les plus significatives de la nouvelle majorité consiste en la réorganisation de la Direction des Interventions sociales du Département de la Somme. Le travail de réflexion dure cinq ans, engendrant la constitution d'un nouvel organigramme décentralisé. L'action sociale est alors répartie en quatre directions rattachées à la Direction des Interventions Sociales (DIS), appliquant la politique sociale sur les treize circonscriptions (dont quatre à Amiens) maillant le territoire samarien. Les trois premières directions sont centrales : Famille et Enfance, Prévention et Aide sociale, Insertion. La dernière, baptisée « Direction du développement social local », coordonne l'encadrement hiérarchique des agents œuvrant en circonscription.

La période de 1992-1993 marque une nouvelle réorganisation des services médico-sociaux en territoire pour aboutir le 1^{er} janvier 1994 à la création de nouvelles circonscriptions. De 1994 à 1998, la direction entame encore une nouvelle période de réflexion intitulée Nouvelle Organisation de l'Action Sociale (NOAS).

Direction de l'insertion

Située au 5 Port d'Aval, la Direction de l'Insertion est composée du Service Social Départemental (SSD), du Service logement, de la mission RMI (Revenu Minimum d'Insertion) et du Service urgence. En 1999, elle déménage au 7^e étage au centre administratif départemental situé Port d'Aval à Amiens.

Le FSL (Fonds de Solidarité Logement)

La loi Besson du 31 mai 1990 prévoit que le Plan Départemental d'Action pour le logement des populations défavorisées institue un Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Son objectif : aider financièrement les ménages à accéder à un logement locatif, maintenir les ménages locataires dans leur logement, mettre en œuvre des mesures d'accompagnement social destinées à l'accès et au maintien dans le logement des populations défavorisées.

La compétence du FSL s'étend sur le département de la Somme. Aucune demande ne peut être rejetée sans avoir fait l'objet d'un examen par la commission statuant par délégation de la Décision du FSL.

Intérêt historique

Les documents du 1444W retracent la mise en œuvre de la politique sociale, notamment celle de l'insertion, du logement et de la protection maternelle et infantile, sur le territoire de la Somme dans le dernier quart du 20^e siècle, l'évolution des métiers du domaine médico-social ainsi que du rôle du Département et de ses partenaires dans le domaine.

Les cotes 1444 W 16 à 20 reflètent tout particulièrement la politique d'aide aux sinistrés dans le cadre des inondations de 2001.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du patrimoine, l'accès aux archives publiques est régi par les articles L. 213-1 à L. 213-3. La majorité des documents présents dans ce fonds sont communicables. Toutefois, certains contiennent des données personnelles. A ce titre, les informations relatives à la protection de la vie privée sont soumises à un délai de communicabilité qui est actuellement de cinquante ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier.

Les liasses de ce versement sont donc communicables ou incommunicables pendant 50 ans.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives

Archives départementales de la Somme

Série contemporaine

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SOLIDARITÉS ET DE L'INSERTION

182 W Organisation, mise en œuvre de la politique sociale, relation avec les partenaires. 1985-2015
A réserver en ligne préalablement à la consultation en salle de lecture.

Direction de la cohésion sociale et du logement (ancienne direction de l'Insertion)

178 W Application du droit au logement. 1988-2017
A réserver en ligne préalablement à la consultation en salle de lecture.

1446 W Associations diverses ; mise en œuvre de la carte santé, aide et projets pour l'insertion des bénéficiaires ; dispositif d'accès à l'emploi au logement social ; budget et action sociale de la Direction. 1982-2003

208 W Pôle insertion, financement des structures chargées d'insertion sociale et d'insertion socio-professionnelle. 2010-2012
A réserver en ligne préalablement à la consultation en salle de lecture.

244 W Pôle insertion, contrats aidés : dossiers individuels. 2009-2010
A réserver en ligne préalablement à la consultation en salle de lecture.

SERVICE DU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT ET DES AIDES EXCEPTIONNELLES

1440 W Procès-verbaux d'impayés de loyers ; dossiers de candidatures pour l'accès à la propriété, d'aides à l'installation ; contrats de prêts ; remboursement et récupération de cautions ; annulations des garanties du FSL ; revenu minimum, plan départemental, commissions locales, aides exceptionnelles et emplois locaux d'insertion ; dossiers sans suite ; correspondance du service ; documentation informatique des applications de gestion des aides. 1992-2002

- 1474 W** Procès-verbaux des aides exceptionnelles (2001) ; arrêtés d'aides exceptionnelles (2001) ; statistiques des fonds d'aide aux jeunes (2000-2002). 2000-2002
- 144 W** Inondations de 2001 : aide aux sinistrés. 2001-2003

Bibliographie

Habitat-logement :

EFFOSSE, S. *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses.* - Paris : Comité pour l'histoire économique et financière, 2003. [8°3786]

L'habitat du département de la Somme : aide au logement. Location. Rénovation. Accession à la propriété. Financement. - Trappes : Éditions UFAP, 1972. [BR4481]

Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme 1944-1954. *Une politique du logement.* - Paris : Institut français d'architecture, [1995]. [8°2865]

Sitographie

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1988_num_19_1_1346
site consulté le 12/01/2024

Répertoire numérique détaillé

Structuration de la direction.		
1444 W 1	Réorganisation, avis donné sur la création d'une sérothèque ¹ et d'un centre de recherche en immunologie : fiche descriptive, note de service, procédure de recrutement, organigramme, compte-rendu des réunions d'encadrement, fiches de poste, lettre de candidature, règlement intérieur, notes personnelles.	1990-1992
1444 W 2-4	Nouvelle organisation de l'action sociale au sein des services médico-sociaux, mise en œuvre de la démarche, accompagnement du changement organisationnel, mise en place du pacte de management et des formations des cadres de circonscription : référentiel métiers, études, correspondance, charte de management, compte-rendu de réunion du comité de pilotage, bilan de la démarche par le cabinet Relayance, notes personnelles, historique de l'action sociale, note de service, référentiels métiers, fiche de poste, rapport, projet de service, liste des projets locaux, fiche projet et fiche compétence.	1993-2000
1444 W 2	Axe 1 : mise en œuvre de la démarche avec le cabinet Relayance, Axe 2 : relations siège départemental / territoires, Axe 3 : référentiels métiers des cadres de circonscriptions, restitution des études.	1993-1998
1444 W 3	Axe 4 : pacte de management, formations des cadres de circonscription dont la formation action et développement social local, restitution des études des coordinateurs du cabinet.	1994-1997
1444 W 4	Projet de service de la Direction de l'Insertion, du Service social départemental, de la mission RMI et du service logement social, élaboration et mise en œuvre accompagnées par le cabinet Méthodologies, proposition de nom pour la revue du Service social départemental, suivi des groupes de travail (action de formation, communication...), restitution du séminaire	

¹ Endroit où sont conservés des échantillons de liquides biologiques à fin de réanalyses ultérieures.

		des cadres : rapport, note de service, correspondance, synthèse des travaux des circonscriptions, fiches descriptives des missions et des dispositifs, plan de communication, dépliant, enquête et étude sur l'image de l'assistant social, rapport « Diagnostic sociologique du service social départemental du Conseil général de la Somme, les assistants sociaux : image et professionnalisation », bilan, organigramme.	1994-2000
1444 W 5 - 10	Fonctionnement, organisation et activité, gestion du personnel (nomination, réponses aux candidatures ainsi qu'aux demandes de formation, avancement de grade), réponse aux demandes de subvention et d'intervention, informations aux équipes, demande de moyens, désignation des membres des commissions locales, relation avec les partenaires, invitation à des évènements, organisation de journées d'étude et de formations, visite de circonscriptions et de cantons, échanges autour du projet de service, organisation de groupes de travail thématiques, chrono des pièces envoyées par la direction : correspondance, compte-rendu des instances de décision et de réunion, convention de partenariat ou de financement, organigramme, liste du personnel de la direction, rapport du Président du Département et extrait de délibération du Conseil général, ordre de mission, note de service, rapport d'activité, fiche de poste, relevé de conclusion de groupes de travail.		1993-2001
	1444 W 5	13 octobre 1993- 1 ^{er} décembre 1994.	
	1444 W 6	1 ^{er} décembre 1994 - 29 décembre 1995.	
	1444 W 7	4 janvier 1996 - 24 décembre 1997.	
	1444 W 8	5 janvier 1998 - 29 décembre 1999.	
	1444 W 9	4 janvier 2000 - 20 décembre 2001. Dont éléments sur les aides octroyées à la suite des inondations et organisation du secours d'urgence. Organisation de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT).	
	1444 W 10	2002-2003.	

1444 W 11	Actions et plan de communication, organisation d'évènements (rencontres, journées d'étude, colloque, conférence dont journées franco-anglaises « Le placement familial » les 7 et 8 octobre 1991, Saint-Riquier ; colloque départemental sur l'avenir de l'espace rural le 16 novembre 1991, Amiens) : contenu des interventions, article scientifique, notes manuscrites, correspondance, programme, dépliant, note de service et d'information, document de présentation, guide pratique à l'usage des parents et des assistantes maternelles, rapports (« La campagne de sensibilisation pour le recrutement des assistantes maternelles », « Réflexion sur l'accueil en milieu familial à l'horizon 2000 », « Quand les assistantes maternelles parlent de leur profession », « Quel avenir pour notre espace rural », « Propositions pour le développement d'une politique de service de proximité »), article de presse, liste des personnes et partenaires invités, compte-rendu de réunion du groupe de travail « Maintenir et développer un réseau de services publics et privés ».	1991-1993
Relations avec les partenaires.		
1444 W 12	Etude sur l'enfance en difficulté dans la Somme par le cabinet Ziegler consultants en plusieurs parties : présentation des établissements, question du partenariat, jalons pour un schéma départemental de l'enfance en difficulté, la placement familial, l'accueil d'urgence dans la Somme : correspondance et note de service.	1993-1994
1444 W 13-14	Protection Maternelle et Infantile ² .	
	1444 W 13 Campagne « Bien naître en Somme » 1992-1994 : programme, document de communication, invitation, actes des journées ³ , article de presse, discours, relevé de décisions des groupes de travail « Préparation à la naissance », « Planification familiale » et « Relation mère-enfant, allaitement maternel », note de service, correspondance, statistiques (naissance, allaitement, IVG (interruption volontaire de grossesse)...) (1987-1991), liste des centres de planification, cartographie de l'implantation des sages-femmes dans la Somme.	1991-1994
	1444 W 14 Mise en application du nouveau statut des assistantes maternelles, conventionnement avec le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) d'Amiens, organisation des réunions de médecins de secteur, organisation d'une	

² La PMI appartient bien à cette époque à la DIS.

³ Voir également 1385W1-2.

		opération spécifique sur le quartier Amiens nord concernant la prévention, les mesures éducatives et de suivi social des familles, relation avec le réseau des maisons vertes ou ouvertes (lieu d'accueil mère-enfant), actions de prévention de la maltraitance et des abus sexuels en lien avec le CDES (Centre Départemental d'Education pour la Santé) : document de communication, correspondance, compte-rendu de réunions, convention avec le centre régional génétique et le CDES, dépistage du trouble auditif, listes des pédiatres et des médecins de secteur, article de presse, texte de loi, note de service, mémoire universitaire « Intérêt d'un accueil éducatif parents-enfants sur un secteur amiénois », bilan d'activité de suivi des médecins et des actions dans les écoles maternelles, rapport d'activité du CDES.	1989-1995
1444 W 15	Union Départementale d'Accueil d'Urgence Sociale (UDAUS), réponse aux demandes de subventions, conventionnement avec le Département pour la lutte contre la pauvreté et en réponse à l'urgence sociale : compte administratif, bilans, budgets, rapports d'activité, rapport moral, rapport financier, conventions, document de présentation de la structure, texte de loi, note de service, compte-rendu de réunion, statistiques d'activité (visites, appels et demandes d'hébergement, 1984-1985).		1985-1993
1444 W 16-20	Inondations de 2001.		
	1444 W 16⁴	Mise en place d'une cellule d'urgence, réception de l'aide de divers Départements et collaboration avec diverses associations, accompagnement psychologique des travailleurs médico-sociaux intervenant auprès des familles sinistrées, coordination avec la Préfecture (cellule de crise) et la Région, prise en charge financière des coûts exceptionnels et répartition des dons, mobilisation des circonscriptions, intervention au CNVA (Centre National de la Vie Associative) au sein du groupe « Bénévolat, Volontariat, Salariat » : article de presse, correspondance, note de service, graphiques et cartographie quant à l'évolution de la	

⁴ Données personnelles : communication sur extrait jusque 2052.

		situation sur le territoire, liste des communes sinistrées, liste des 11 sites de « permanences spéciales inondation », rapport sur la crue et les inondations de la vallée de la Somme de mars à mai 2001 ⁵ , document de communication, tableau des bénéficiaires ⁶ , étude sur la zone des marais rive gauche de la Somme réalisée par la circonscription « Abbeville-Vimeu vert ».	2001-2003
	1444 W 17⁷	Mise en place d'aides exceptionnelles accordées aux familles dont aides à l'installation pour les sinistrés dans le cadre du FSL (Fonds de Solidarité Logement), partenariat avec l'Etat pour la mise en œuvre de l'ALT (Allocation de Logement Temporaire) et de l'OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat), réalisation d'un programme de relogement, traitement de situations individuelles, proposition d'aides aux sinistrés (séjours, organisation de chantiers pour jeunes, prêt de matériel, assistance), redéploiement du dispositif d'aides (dont FDAIE Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion) et coordination, organisation de réunions partenariales et de coordination, participation à la CASU (Commission d'Action Sociale d'Urgence pilotée par la DDASS ⁸), mise en place des astreintes : synthèse des aides accordées, note de service, correspondance, photos, compte-rendu de réunion, tableau de bord de suivi des situations individuelles.	2001-2003
	1444 W 18	Aide aux collectivités dont communes et communautés de communes (Abbeville, Albert, Amiens, Argoeuves, Blangy-Tronville, Boves, Bray-les-Mareuil, Cagny, Cambron, Camon, Chaulnes, Cocquerel, communauté de communes de Conty, du Val de Noye, Corbie, communauté de communes du Haut Clocher, Daours, Eaucourt-sur-Somme, Epagne-Epagnette, Ercheu, Fontaine-sur-Somme, Grand-Laviers, Hombleux, Irlès, Le Plessier-Rozainvillers, Le Quesnel, Long, Mareuil-Caubert, Maucourt, Méharicourt, Méricourt L'Abbé, Mons-Boubert, Piennes-Onvillers, Pont-de-Metz, Pont-	

⁵ Les éléments transmis par la Préfecture ont été détruits.

⁶ Données personnelles : cote communicable sur extrait jusqu'en 2052.

⁷ Données personnelles : cote incommunicable jusqu'en 2052.

⁸ A ce titre, voir également le fonds de la DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales) et celui de la Préfecture. Les documents issus de ces deux structures ont été détruits ici.

		Rémy, Rosières-en-Santerre, Monsures, Roye, Saint-Sauveur, Vaux-sur-Somme), réponse aux sollicitations, répartition entre partenaires, prise en charge par le Département : correspondance, compte-rendu de réunion, note de service, rapport du président et délibération du Conseil général, article de presse, liste des communes reconnues à l'état de catastrophe naturelle, tableau de bord des subventions versées, pièces justificatives de paiement, courrier de notification de subvention.	2001-2002
	1444 W 19⁹	Mise en place des équipes mobiles, de l'organisation de permanences, du Plan d'Action Inondation et de l'instruction des demandes au sein des circonscriptions : tableau de bord, liste des rues faisant l'objets d'une ou plusieurs inondations, bilan de la fréquentation des permanences, note de service, rapport de situation, guide de procédure, article de presse, tableau récapitulatif des dépenses, programme prévisionnel et bilan des interventions, état des lieux par circonscription des sinistres.	2001
	1444 W 20	Inondations et aides aux sinistrés : revue de presse.	2001-2003
1444 W 21 - 47	Direction de l'insertion, service social départemental.		
	1444 W 21	<p>Organisation, fonctionnement et activité, relation avec les partenaires internes et externes : fiche de poste, compte-rendu de réunion, correspondance, note de service, projet de service, rapport d'activité (1990-1996).</p> <p><i>Un dossier par année¹⁰.</i></p> <p>Gestion du personnel, réflexion autour de la difficulté de recrutement des assistants sociaux, évolution du travail social : fiche de poste, note de service, correspondance, rapport (1988-1993).</p>	1988-1996
	1444 W 22	Définition et modèle d'organisation, activité, rencontre avec le Président du Conseil général, formation des	

⁹ Données personnelles : cote incommunicable jusqu'en 2052.

¹⁰ Attention : données personnelles pour les années 1994 à 1996, incommunicables jusqu'en 2045-2047, communiquées sur extrait.

		cadres : document de présentation, référentiel métier du conseiller social de circonscription, guide des aides financières du travailleur social, projet de service, statistiques, état des lieux du suivi, profil de poste, cartographie, plaquette de présentation (1992-2000). Évaluations sociales, étude concernant les circuits d'instruction en vue d'améliorer les délais de réponse, établissement d'un formulaire unique sur demande de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté), question de la conservation/mémorisation, de l'exploitation et de l'évaluation des données : compte-rendu de réunion, rapport, statistique par circonscription, courrier type envoyé par les élus, note de service (1993-2001).	1992-2001
	1444 W 23	« Rôles et responsabilités dans les circonscriptions », « Relations et modes de travail avec les institutions conventionnées », « Aires géographiques et circonscriptions », état des lieux et préconisations, animation de groupes de travail : rapports, procès-verbaux de réunion, textes officiels, fiches de poste, synthèses, notes manuscrites, recensement du nombre d'habitant par secteur de répartition (comparaison entre 1982 et 1990), livre blanc des droits de l'enfant.	1989-1991
	1444 W 24	Présentation des treize circonscriptions d'action sociale, mise en œuvre d'une opération diagnostic des réalités sociales au niveau local engagée dans le cadre du débat national sur l'aménagement du territoire, projet de redécoupage des circonscriptions : carte, rapport d'activité par métier et par circonscription.	1993-1994
	1444 W 25	Problématique logement dont prévention des expulsions locatives et lutte contre l'exclusion, intervention au sein des commissions impayés de loyer, identification des besoins en logement, relations avec la Préfecture et les sous-préfectures ainsi qu'avec la DDE (Direction Départementale de l'Équipement) dans le cadre d'un projet d'une charte de prévention et de traitement des expulsions locatives : protocole d'organisation avec le service social de l'OPAC (Office Public d'Aménagement	

¹¹ Données personnelles : cote incommunicable jusqu'en 2052.

		<p>et de Construction), rapport sur impayés de loyer, document de présentation, compte-rendu de réunion formulaires vierges, bilan des commissions, correspondance, procédure d'instruction (1995-2002).</p> <p>Conseillers en Économie Sociale et Familiale (CESF), activités dont intervention au sein de lycées professionnels disposant d'une section de préparation au diplôme, élaboration des conditions de recrutement, accueil de stagiaires : convention de partenariat, rapports d'activité, compte-rendu de réunion, textes de loi, documents de communication et de présentation, procédure d'intervention (1994-2002).</p> <p>Animation d'un groupe de travail relatif aux agressions¹¹, intervention des syndicats : procès-verbaux de réunion, rapport d'incidents, correspondance, article de presse, note de service relative à la protection fonctionnelle des agents (1999-2001).</p> <p>Etude sur le surendettement des familles réalisée par une conseillère en économie sociale et familiale (CESF), implication du service et traitement des dossiers en interservices, projet de création d'une cellule de prévention et de suivi des situations : rapport et note d'opportunité, affiche, procédure, planning des permanences, compte-rendu de réunion, correspondance, statistiques des interventions en circonscriptions, documents de communication relatifs à la loi sur le surendettement provenant de la Banque de France (1995-2001).</p>	1995-2001
	1444 W 26	Transfert de compétences État/Département de la mission Action sociale et santé, participation financière de l'État : conventions, textes de loi, note quant aux missions du service, enquêtes effectuées par le service pour le compte de l'État, liste des agents mis à disposition.	1993
	1444 W 27	Mise en place du "Guichet Unique" dans la Somme, recherche-action réalisée par l'Université Technologique de Compiègne sur la méthode "PAT-miroir", préconisation : étude, correspondance, compte-rendu	

		de réunion, bulletin de liaison, revue de presse.	1992-1995
1444 W 28 – 30	Actions en faveur de l'action sociale.		
	1444 W 28	Participation de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) dans le cadre du Fonds Solidarité Logement (FSL), gestion du personnel détaché au sein du Département dont situation des agents et organisation du temps de travail à la suite de la mise en place de la Réduction du Temps de Travail (RTT) : correspondance, note de service, accord cadre, liste des agents mis à disposition discours, liste des secteurs, cartographie des circonscriptions.	1991-2001
	1444 W 29	Dispositif d'accès à l'emploi, partenariat avec l'association Inser Somme, anciennement ADI 80 (Association Départementale pour l'Insertion dans le Département de la Somme), création de l'association et suivi du dispositif ATPE (aide aux travailleurs privés d'emploi), mise en place des cellules d'appui, activité des agents ANPE mis à disposition du dispositif RMI (Revenu Minimum d'Insertion) dans la Somme, lancement des opérations « Solidaire pour l'emploi » et « Objectif emploi », organisation d'une journée d'étude « Emploi et lutte contre le chômage » le 31 janvier 1994 : documentation, rapport d'activité, compte-rendu de réunion, coupure de presse, statuts, procès-verbal de réunion et des assemblées générales, cahier des charges, cartographie des agences locales pour l'emploi, rapport d'activité, convention, comptes annuels, liste des invités, plaquette de présentation du FRILE (Fonds Régional aux Initiative Locales pour l'Emploi), dossier de presse, programme, contenu et recueil des propositions émises dans le cadre des journées d'étude, fiche proposition de création d'emploi.	1991-1997
	1444 W 30	Contrat d'Actions Sociales, Educatives et Culturelles (CASEC) ¹² , mise en application par le Département du Plan Départemental en faveur rapatriés d'origine nord-africaine (RONA), création du collectif franco-musulman (en faveur de la résorption du surendettement de certaines familles), participation au comité de suivi du Fonds d'Intervention d'Urgence (FIU), visite de Jean-	1987-1994

¹² Dispositif élaboré par l'Etat : les éléments provenant de la Préfecture ont été détruits. Voir le fonds de la structure.

		Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration et de Laurent Cathala, secrétaire d'État à la famille et aux personnes âgées le 23 juillet 1991 dans le cadre du plan d'urgence en faveurs des harkis et actions en faveur de la communauté, suivi du collectif français musulmans harkis, répartition du financement entre l'État, le Département et la ville d'Amiens : dossier de demande de subvention des projets, correspondance, note de service, bilan de la visite, coupure de presse, convention, compte-rendu de réunion du comité de suivi du plan.	
1444 W 31 – 36	Action en faveur du logement.		
	1444 W 31	Fonds de Solidarité Logement (FSL), mise en place et fonctionnement, relation avec les partenaires (Préfecture, Caisse d'Allocations Familiales (CAF), OPAC, OPSOM...) : convention, correspondance, liste des membres de l'instance de décision ¹³ , listes nominatives de bénéficiaires, procédure d'examen des demandes, note de service, statistiques notamment sur les impayés de loyer, état d'avancement du dispositif (1991-1993). Dispositif en faveur des accédants à la propriété en difficulté ¹⁴ et logement des plus démunis, mise en œuvre en local : brochure de partenaires (DDE, ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat), CAF...), bulletin de liaison du Département, convention, correspondance, document de communication, note de service (1987-1990).	1987-1993
	1444 W 32	Plan Départemental d'Action pour le Logement des Populations Défavorisées (PDALPD) ¹⁵ dans le cadre de l'aide aux impayés de loyers (AFFDL : Aide aux Familles en Difficultés temporaires pour faire face aux Dépenses de Logement), action pour la résorption des impayés de loyer, groupe de travail « Synergie et stratégies communes » : convention, correspondance, état d'avancement, étude « Le logement des personnes	1989-1991

¹³ Les procès-verbaux sont conservés par la Préfecture assurant le secrétariat de l'instance de décision du FSL.

¹⁴ Dispositif piloté par le Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des Transports.

¹⁵ Copiloté par la Préfecture et le Département. Le secrétariat était assuré par la Direction Départementale de l'Équipement de la Somme (DDE80) : les éléments produits par la DDE (notamment les comptes-rendus de réunion) ont donc été détruits. Voir également le fonds de la Préfecture.

		défavorisées » par le CRESGE (Centre de Recherches Economiques Sociologiques et de Gestion), bilan et diagnostic, note de service, propositions d'actions, marché, questionnaire en circonscription, rapport final.	
	1444 W 33	Plan d'Action Départemental pour le Logement des Populations Défavorisées (PDALPD), réflexion autour de la solvabilisation des familles favorisant l'accès ou le maintien dans le logement et autour du développement de l'accompagnement social, préparation en groupes de travail avec la DDE, mise en œuvre de la loi Besson, préparation du DOB (Débat d'Orientation Budgétaire) de 1991 : note de service, documentation DDE, fiche de présentation des actions, notes manuscrites, rapport, relevé de conclusions, note d'orientation, étude du CRESGE (Centre de Recherches Économiques Sociologiques et de Gestion).	1990-1991
	1444 W 34	Organisation de journées de sensibilisation, d'information et de rencontres, participation à des journées d'étude, notamment la journée d'étude régionale organisée par la FNARS (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale) de Picardie : correspondance, programme, compte-rendu des débats, état d'avancement du FSL (Fonds de Solidarité Logement), liste des invités, fonds de dossier remis aux participants contenant fiches et documents de présentation, données statistiques, bilan, notes manuscrites, article de presse, documentation, carton d'invitation, discours.	1991-1995
	1444 W 35-36	Fonds de solidarité logement, pilotage auprès des partenaires, fonctionnement et financement de la commission : rapport, bilan chiffré, correspondance, note d'information, notes manuscrites, procès-verbal de réunion, convention, règlement intérieur, questionnaire ¹⁶ .	1993-1998
		1444 W 35	1993-1995.
		1444 W 36	1996-1998.

¹⁶ Les listes individuelles de personnes dont les dossiers sont étudiés en commission ainsi que les rapports provenant de la Préfecture ont été détruits.

1444 W 37 - 47	Actions en faveur de l'insertion.		
	1444 W 37	Dispositif RMI (Revenu Minimum d'Insertion), mise en place et évaluation : correspondance, procès-verbal de réunion, documentation (dont grille d'analyse de situation des allocataires et guide d'information), enquête sociologique menée par l'Observatoire régional de Santé de Picardie, avis défavorable de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Liberté), rapport et questionnaire d'évaluation vierge, texte de loi, article de presse, analyse comptable et financière, note de service, étude « Définition des métiers de la mission RMI » (2000) et « La mise en place du RMI dans le Département » (1990), document de présentation.	1989-2000
	1444 W 38	Commissions Locales d'Insertion (CLI), organisation du colloque national « Un emploi pour tous, un emploi pour chacun ? » : études, liste des participants au colloque, document de présentation et de communication, cartographie sociologique, dossier de presse, notes manuscrites, guide pratique à l'intention des présidents de Commissions Locales d'Insertion (CLI) (1996), guide des actions d'insertion sur la CLI de Montdidier (2000), textes réglementaires, bilan du Programme Départemental d'Insertion (PDI) (2001), mémoire en vue de l'obtention du Diplôme d'Université de Formateurs Adultes (DUFA) « Le RMI : droit de cité ? » par Sonia Hamadi (1993), mémoire « Un aspect du dispositif RMI : les chantiers d'insertion dans le département de la Somme » (UPJV, Faculté de droit et des sciences politiques d'Amiens, 1994).	1989-2001
	1444 W 39 - 41	État d'avancement et suivi du dispositif, situation par circonscription, état des CLI, descriptif et bilan des plans d'action ¹⁷ : statistiques, état du dispositif, bilan financier des conventions (dont par secteur), note de service, compte-rendu de réunion, tableau de bord, fiche descriptive des actions.	1988-2002.
		1444 W 39	1988-1994.
		1444 W 40	1995-1999.

¹⁷ En partenariat avec la Préfecture, Direction des Affaires Interministérielles.

		1444 W 41	2000-2002.	
	1444 W 42	<p>Mise en place et financement d'actions d'insertion (soutien scolaire, appartement social, opération collecte et tri des ordures ménagères sur 100 communes, convoi humanitaire vers le Burkina Faso et le Bénin, versement de subvention au CIBC (Centre interinstitutionnel de Bilans de Compétences), chantiers environnement, projet de développement communautaire en collaboration avec une association implantée localement au Sénégal pour la réhabilitation de locaux scolaires, mise en place d'un réseau d'échanges réciproques de savoirs et de création collective, sensibilisation à l'hôtellerie/restauration, aides et possibilités de vacances, action de coordination entre les différentes entreprises de la Somme) et partenariat : compte-rendu de réunion, notes manuscrites, correspondance, convention, rapport, note de service, article de presse, catalogue d'aide aux vacances, bilan d'activité.</p>		1990-1994
	1444 W 43	<p>Fonctionnement (dont application des réformes, responsabilité pénale des élus, éligibilité, impact du redécoupage des circonscriptions...), évolution, communication (organisation de journées de sensibilisation, visite du Président sur les chantiers d'insertion) et évaluation (dont diagnostic et préconisations, suivi statistique, demande d'enquête émanant de la Cour des Comptes) : rapport, correspondance, note de service, texte de loi, article de presse, étude sur les parcours d'insertion des allocataires.</p>		1991-2000
	1444 W 44	<p>Contractualisation dans les treize circonscriptions, évolution et réflexion autour des axes de travail, évaluation de l'expérience de déssectorisation, remontée des besoins : statistiques (nombre d'allocataires, nombre de contrats d'insertion à jour, taux de contrat, primo contrats à effectuer), bilan, notes manuscrites, correspondance, études (situation des bénéficiaires, public ancien dans le dispositif, flux sorties/entrées), note de service, grille d'évaluation vierge.</p>		1995-1999
	1444 W 45	<p>Contractualisation sur l'agglomération d'Amiens</p>		1995-1999

		relevant de la CLI (Commission Local d'Insertion) n°1, constat, évolution et propositions, répartition géographique : statistiques, notes manuscrites, correspondance, rapport, compte-rendu de réunion, note de service, bilan d'activité.	
	1444 W 46	Programme départemental d'insertion (PDI) : rapport, correspondance, notes manuscrites, convention, compte-rendu de réunion.	1989-1999
	1444 W 47	Association Départementale pour l'Insertion ADI 80, fonctionnement (transfert de postes, assemblée générale...) et financement par le Département, suivi des actions mises en œuvre, suivi de la commission de l'Aide aux Travailleurs Privés d'Emploi (ATPE) : budgets et bilan financier, conventions, rapport moral et d'activité, article de presse, correspondance, note de service, compte-rendu de réunion.	1990-1995

Tableau de concordance

Ancienne cote	Nouvelle cote
1444 W 1	1444 W 2
1444 W 2	1444 W 3
1444 W 3	1444 W 4
1444 W 4	1444 W 1
1444 W 5	1444 W 5
1444 W 6	1444 W 5
1444 W 7	1444 W 6
1444 W 8	1444 W 7
1444 W 9	1444 W 8
1444 W 10	1444 W 9
1444 W 29	1444 W 11
1444 W 30	1444 W 10
1444 W 31	1444 W 10
1444 W 32	1444 W 12
1444 W 33	1444 W 13
1444 W 34	1444 W 14
1444 W 38	1444 W 15
1444 W 39	1444 W 16
1444 W 40	1444 W 17
1444 W 41	1444 W 17
1444 W 42	1444 W 18
1444 W 43	1444 W 18
1444 W 44	1444 W 19
1444 W 45	1444 W 20
1444 W 46	1444 W 22
1444 W 47	1444 W 23
1444 W 48	1444 W 24
1444 W 49	1444 W 23
1444 W 50	1444 W 20
1444 W 51	1444 W 25
1444 W 52	1444 W 26
1444 W 53	1444 W 25
1444 W 54	1444 W 23
1444 W 55	1444 W 27
1444 W 56	1444 W 28
1444 W 57	1444 W 28
1444 W 58	1444 W 29
1444 W 59	1444 W 32
1444 W 60	1444 W 31
1444 W 61	1444 W 31
1444 W 62	1444 W 32
1444 W 63	1444 W 32
1444 W 64	1444 W 33
1444 W 65	1444 W 34
1444 W 66	1444 W 34
1444 W 67	1444 W 35
1444 W 68	1444 W 36
1444 W 69	1444 W 37
1444 W 70	1444 W 38
1444 W 71	1444 W 38
1444 W 72	1444 W 39
1444 W 73	1444 W 40
1444 W 74	1444 W 40
1444 W 75	1444 W 41
1444 W 76	1444 W 42
1444 W 77	1444 W 43
1444 W 78	1444 W 44
1444 W 79	1444 W 45
1444 W 80	1444 W 46
1444 W 84	1444 W 47
1444 W 85	1444 W 47

1444 W 91 1444 W 32
1444 W 92 1444 W 47
1444 W 93 1444 W 47
1444 W 94 1444 W 47